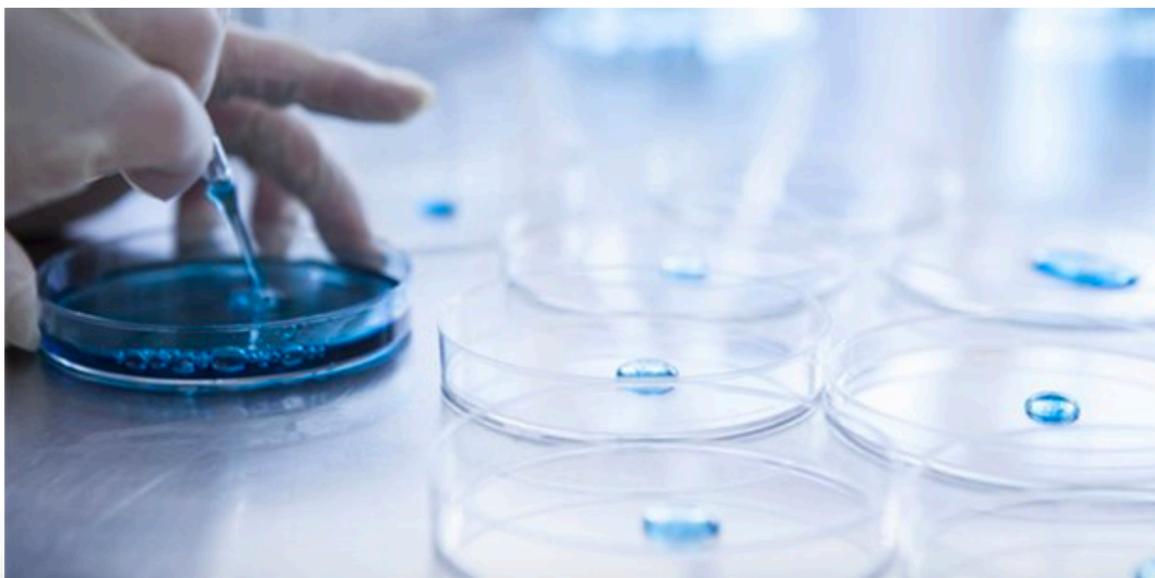


Une économie de pointe sacrifiée depuis des décennies se rappelle douloureusement à nous

Par [Philippe Berta](#), [Christian Siatka](#), [Barbara De Vos](#) | 14/05/2020, 14:25 |

Si le coronavirus interroge la place de l'homme dans la nature, il questionne aussi les priorités au regard de la recherche, de la santé et de l'économie. Le Pr Philippe Berta, (député du Gard, vice-président pôle Eurobiomed, président-fondateur École de l'ADN de Nîmes), Christian Siatka (directeur École de l'ADN de Nîmes) et Barbara De Vos (experte en projets innovants) pointent l'urgence à forger un écosystème national capable de réagir plus efficacement aux crises à venir, notamment en matière de biotechnologies santé, d'innovation ou de tissu industriel. Autant d'éléments concourant à la souveraineté de la nation dans des domaines stratégiques.

Article en ligne



Une économie de pointe sacrifiée depuis des décennies se rappelle douloureusement à nous

Dans la situation sanitaire inédite que nous traversons, force est de constater qu'une déviation infime de la nature perturbe tous les systèmes organisationnels et nous oblige à nous concentrer sur de nombreuses actions qui doivent être menées de front. Ce Coronavirus nous démontre à quel point nous sommes fragiles et nous contraint à faire face à une réalité : celle de la place de l'homme dans la nature bien sûr, mais aussi de ses priorités en regard de la recherche, de la santé et de l'économie.

Nous avons ces jours-ci peur que tout s'effondre mais aussi peur que finalement rien ne s'effondre et rien ne bouge. La crise du Covid-19 nous amène à nous centrer d'urgence sur des stratégies de recherche, des stratégies de production et d'harmonisation d'efforts dans le seul but de trouver une ou plusieurs solutions pour lutter contre cette pandémie. Passée cette phase d'urgence, c'est d'une action structurelle dont nous avons besoin, pour remettre la santé à la place qui est la sienne, de bien le plus précieux de l'homme, et forger un écosystème capable de réagir de manière plus efficace aux crises à venir.

Investir dans les biotechnologies

Nous savons depuis plusieurs décennies que l'avenir des biotechnologies santé, ou biotechnologies rouges, est très prometteur. Elles sont désormais au centre de toutes les attentions. Ces biotechnologies portent en elles un nombre grandissant d'espoirs, et sont la source de l'essentiel des médicaments biologiques commercialisés (anticorps, peptides, gènes, cellules...) ou en voie de l'être. Les stratégies d'innovation ouverte, déployées par l'industrie pharmaceutique, ont fait des startups un acteur amont essentiel de cette filière.

Si ces dernières années les investissements privés ont contribué largement à développer ce secteur économique dans le domaine thérapeutique, la consolidation des financements reste le plus souvent insuffisante pour permettre l'accès aux essais cliniques et donc au marché. Ce point est dénoncé par les parties prenantes depuis longtemps. Il conduit au départ de beaucoup trop de produits issus de notre recherche, y compris publique ou menée sur fonds associatifs, essentiellement outre-Atlantique, où des fonds de pension sont mobilisables pour les valoriser. La crise actuelle du Covid-19 constitue également un autre révélateur.

Retrouver notre souveraineté sur les équipements de santé

Dans la chaîne de valeur allant de la recherche fondamentale en santé jusqu'au lit du malade en milieu hospitalier, se dégage un lien commun. Il est formé de l'ensemble

des équipements (gros et petits équipements), mais aussi des outils de fonctionnement nécessaires à ces diverses activités. Comment aujourd'hui ne pas penser par exemple aux respirateurs, aux écouvillons de prélèvement à des fins de diagnostic viral, ou encore aux solutions intégrant les enzymes pour amplifier et rendre visible le génome viral par PCR (« Polymerase Chain Reaction »). Les divers acteurs (chercheurs, ingénieurs, techniciens, personnel hospitalier) peuvent témoigner de l'origine systématiquement étrangère du matériel ou des produits utilisés ainsi au quotidien dans leurs activités. Que reste-t-il de français ? Les exemples manquent.

Depuis plusieurs décennies, les investisseurs français se sont détournés progressivement de tout soutien à l'adresse de ces activités de support essentielles. Même si pérennes, même si créateurs d'emploi, ces domaines leurs sont moins attractifs que la molécule thérapeutique ou que la technologie miracle, pour lesquelles le retour financier envisageable, même si à haut risque, est sans commune mesure.

Développer les activités de service pour la biotechnologie, l'industrie pharmaceutique et la santé

L'état, au travers de ses différentes structures de recherche n'a fait qu'amplifier la disparition de ce type d'activités au profit d'entreprises étrangères. Loin d'un « small business act » à la française, qui aurait pu contribuer à favoriser la commande publique en direction de ces TPE/PME/ETI nationales, les choix effectués ont au contraire contribué à accélérer la disparition de ces activités privées de service créatrices de valeur et d'emplois. Ainsi en est-il, pour exemple, du foisonnement, au fil des années des équipements plateformes payés par l'état ou par les collectivités, au détriment du développement d'activités de service privées et d'une logique de partenariat.

En biologie, on a vu se multiplier l'implantation de synthétiseurs d'oligonucléotides, de peptides, spectroscopie de masse, séquenceurs de protéines ou d'ADN... Des équipements des plus coûteux à l'achat, pour leur fonctionnement ou leur entretien, et dont l'espérance de vie reste des plus limitées tant les sauts technologiques sont rapides en la matière. Ils contribuent de plus à mobiliser des moyens humains loin de l'essence même de leur activité de base, tels la recherche ou le soin. Nous aurions pu, au contraire, aider au maintien d'un tissu industriel fort dans ce secteur, à l'image de l'Allemagne si enviée en ce moment, en développant des partenariats publics-privés gagnant-gagnant en bien des domaines : connaissance réciproque, amélioration du management de la qualité ou de la confidentialité...

Agir pour l'avenir

Ainsi, les pouvoirs publics dans cette crise doivent par nécessité stratégique, et en appui aux capitaux privés, accompagner ce secteur de l'économie de la connaissance par l'élaboration de politiques publiques de financement. La Banque Publique d'Investissement (BPI) peut en constituer le bras armé par un fond dédié à de telles activités support. Le soutien à l'innovation et sa consolidation, sont les conditions pour non seulement hisser la France plus haut mais aussi pour trouver une, des solutions pour gérer au mieux ce type de crise épidémique/pandémique dont tout nous amène à craindre la nature récurrente.

La crise du COVID-19 est tout à la fois le moment de se poser de vraies questions fondamentales sur notre relation à la planète, et celui de revenir sur des considérations pratiques pour lesquelles les réponses du passé ne sont manifestement pas des plus opérantes. La recherche en santé et les biotechnologies sont à questionner aussi sur la base des outils qui les constituent, comme autant d'éléments stratégiques concourant à la souveraineté de notre nation. Ces réflexions alimenteront, nous pouvons l'espérer, ce que nous attendons impatiemment : le temps de l'après.

- Pr Philippe Berta, député du Gard, vice-président pôle Eurobiomed, président-fondateur École de l'ADN de Nîmes
- Christian Siatka, directeur École de l'ADN de Nîmes
- Barbara De Vos, experte en projets innovants